

POLITIQUE

economie.union@sonapresse.com

Révision de la liste électorale : la seconde phase débute ce vendredi

C'EST du moins ce qu'a annoncé, hier à son cabinet de travail, le ministre d'État en charge de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha. C'était à la faveur d'un point de presse.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le ministre d'État Lambert-Noël Matha (Intérieur), était face hier à son cabinet de travail aux représentants des médias. C'était dans le cadre d'un point de presse. Lequel a tourné exclusivement autour de l'opération de révision de la liste électorale dont la première phase débutée le 9 mai s'était achevée le 11 juin dernier.

Cela après une prorogation de trois jours conformément à la loi qui, tout en fixant la durée de ladite opération à 30 jours, autorise le patron de l'Intérieur à la proroger de 3 jours. Avec la presse hier, il s'agissait pour le chef du département ministériel de l'Intérieur d'annoncer le début de la seconde phase : celle consacrée entre autres aux réclamations, corrections, etc. On retiendra donc que cette seconde phase débute effectivement ce vendredi 7 juillet 2023

pour prendre fin le dimanche 9 juillet prochain, sur toute l'étendue du territoire. Il faut souligner que Lambert-Noël Matha n'a pas manqué de faire le bilan de la première phase. D'une manière générale, 1 255 662 électeurs ont été enrôlés. Cependant, parmi ceux-ci, seuls 143 971 primo électeurs ont été enregistrés. Les autres étant des doublons parfaits qui ont été du reste nettoyés. Par rapport aux changements de résidence, en gros 176 000 cas ont été enregistrés. À ce niveau, le membre du gouvernement a précisé que 30 000 électeurs ne changent pas de circonscriptions



Photo: DR

Le ministre d'État Lambert-Noël Matha, s'adressant à la presse.

électorales, contrairement à près des 145 546 autres...

l'opération de révision de la liste électorale a permis d'enregistrer 35 000 radiations.

Présidentielle 2023 : Jean-Boniface Assélé dans les starting-blocks

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

"RENDRE aux Gabonais et aux Gabonaises leur dignité et leur bien-être, et au Gabon sa splendeur avec l'aide de Dieu Tout-Puissant". Telle est la démarche qui sous-tend la candidature de Jean-Boniface Assélé à la prochaine élection présidentielle. Président fondateur du Centre des libéraux réformateurs (CLR), général de police à la retraite, ancien membre du gouvernement, il a, en effet, annoncé hier sa volonté d'aller à la conquête des suffrages de ses compatriotes le 26 août prochain. Une candidature symbolique à plus d'un titre. D'autant plus qu'elle se situe quelques semaines après la sortie

du CLR de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Et que tout compte fait, oncle maternel du président Ali Bongo Ondimba, Jean-Boniface Assélé est un de ses soutiens les plus fidèles. Indiquant placer "l'intérêt national au-dessus de l'intérêt individuel", il a laissé entendre qu'il se placerait lors de la campagne présidentielle "au centre pour collecter les meilleures idées". "Nos chances de relever ce défi sont réelles. Comme nous le savons, l'élection présidentielle se déroule à un seul tour. Ma candidature avec l'accompagnement de tous, qui se reconnaissent dans ce combat noble, aura toutes ses chances de réussite", a-t-il souligné.

Élections générales : l'UDIS milite pour un report

C'EST l'une des informations phares à retenir du point de presse fait, hier à Libreville, par un de ses porte-paroles, Jo Diouny Moubassango. Plusieurs autres sujets ont été abordés.

O' N. & CNB
Libreville/Gabon

L'UNION pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), un parti de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) qui soutient la politique du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est exprimée hier, à la faveur d'un point de presse animé par l'un de ses porte-paroles, Jo Diouny Moubassango. Plusieurs sujets ont été abordés. Parmi ceux-ci, le processus électoral relatif aux élections générales du 26 août prochain. À ce niveau, l'UDIS déplore quelques manquements dans l'organisation, au stade actuel. Lesquels ont d'ailleurs fait l'objet d'un constat par voix d'huissier. Entre autres, a énuméré l'orateur : absence d'imprimés de fiches de candidature, de déclaration sur l'honneur, dont la distribution se fait au compte-gouttes, etc. "Cette carence à elle seule devrait entraîner un report des



Photo: CNB

Les porte-paroles de l'Udis pendant leur communication.

élections", a déclaré Jo Diouny Moubassango. Cet ajournement, à en croire l'orateur, tient compte à la fois de la nécessité d'une participation la plus large possible et de la volonté "de transparence et d'apaisement voulue par tous les acteurs politiques". Selon l'UDIS, "le CGE ne peut imposer un chronogramme aussi rigoureux sans y être préparé, conformément à la loi". Autre sujet évoqué par le porte-voix du parti présidé par le député de Mounana, Hervé Patrick Opiangah, la problématique de l'immigration dans notre pays.

Après avoir exprimé quelques inquiétudes quant au taux de natalité annuelle dans la population immigrée (entre 6 et 7 % contre 2,6 % pour les Gabonais), l'UDIS a dit "constater pour le déplorer, l'absence d'une politique d'immigration contrôlée". Et l'orateur de souligner : "Nous faisons face à une immigration sauvage. Les chiffres sont alarmants, inquiétants et préoccupants (...)". Selon ce parti de la MRSE, "c'est un problème grave sur lequel les autorités de notre pays doivent se pencher urgemment et sérieusement".



Photo: Jocelyn Abila

Le président du CLR, Jean-Boniface Assélé, candidat à la prochaine élection présidentielle.